Tewfik Aclimandos*

Réflexions sur la révolution et la transition égyptiennes

Pour François Ireton, en signe de reconnaissance et d'amitié

L'étude des révolutions soulève plusieurs types de problèmes. Celui du choix du moment de cette étude est loin d'être le plus banal. Depuis que Hegel a souligné le fait que l'oiseau de Minerve ne prend son envol qu'au crépuscule, il est devenu coutumier d'estimer qu'il est beaucoup trop tôt pour rédiger le texte définitif sur la question – et cela donne la boutade du dirigeant chinois qui, pendant les années 1970, affirmait qu'évaluer la Révolution française est prématuré. Il vaut peut-être mieux renoncer à la prétention au 'texte définitif' sans renoncer à celle de 'vérité' comme idée régulatrice pour se concentrer sur les avantages et inconvénients du choix du moment de la rédaction, de toute approche, de tout tropisme idéologique, de tout paradigme, de toute comparaison explicite ou implicite.

J'écris ces lignes quinze mois après la chute du président Morsi et environ cent jours après l'accession du maréchal al Sissi à la magistrature suprême. Celle-ci est souvent décrite comme une défaite massive, peut-être totale, de la 'Révolution', ou, au moins, des camps révolutionnaires, voire comme une restauration de l'ancien régime ou une 'consolidation de l'autoritarisme', qui aurait réussi à laisser passer la tempête et en aurait profité pour éliminer une force majeure, les Frères musulmans, et pour acquérir une légitimité électorale irréprochable (même si plusieurs collègues contestent ce dernier point). La jeunesse révolutionnaire aurait le choix entre le 'silence', la prison et l'exil. Les activistes sont harcelés et, au mieux, leur sort laisse indifférent la population. Ce diagnostic est celui des réseaux académiques internationaux et des Égyptiens en leur sein, des médias occidentaux, des islamistes et d'importants secteurs de la jeunesse révolutionnaire. Il est contesté par toutes sortes d'acteurs et de chercheurs 'locaux' et 'régionaux', qui estiment que la chute du pouvoir

---

* Politologue, enseignant à l'Université du Caire et à l'Université française du Caire.

des Frères musulmans est la conséquence de la seconde vague, beaucoup plus importante que la première, de la révolution et qui pensent que le nouveau pouvoir, élu au terme d'élections libres, parachèvera l'œuvre de la révolution, en limitant et en rationalisant cette dernière. Son autoritarisme, dans cette optique, ne serait pas 'congénital', mais manifesterait une réaction, peut-être temporaire, en tout cas normale et souhaitée par la population, au péril terroriste et totalitaire représenté par les Frères musulmans et leurs alliés. Ils reprochent au diagnostic dominant dans les cercles internationaux ses points faibles, soit sa minimisation, voire son déni de l'extraordinaire popularité du maréchal (même si la propagande égyptienne la surestime), son refus de voir ce qu'ont été le pouvoir frère, ses desseins et ses pratiques, d'admettre que le rejet viscéral de ces derniers n'est pas l'apanage d'élites ou d'un État profond menacés, mais bien celui de l'écrasante majorité des différents secteurs de la société. Lesquels savent très bien ce qu'ils ont vécu sous les Frères et ne sont pas aussi manipulés par les médias qu'on le dit. Affirmer que l'hostilité aux Frères s'explique par celle des médias à leur encontre se heurte à l'objection de l'évidence: pourquoi la population a-t-elle cru les médias anti-Frères et non ceux contrôlés par ces derniers?

Ces diagnostics discutables et contradictoires entraînent ou sont accompagnés d'assertions et de prises de position sur tous les événements, qu'ils soient majeurs ou mineurs. Il est très facile de relever dans une étude des erreurs, des imprécisions, des recours injustifiés à des stéréotypes populaires, souvent faux. J'en énumère en vrac quelques-uns: «la révolution a été volée par les Frères musulmans», «ces derniers sont une force politique modérée», «les Frères se ressemblent tous», «les Frères sont pluriels», «la majorité des Frères est modérée, mais la direction est qutbienne et nuisible», «les organes de sécurité sont le grand architecte de tel ou tel développement» (que l'on n'aime pas évidemment)¹, «les privilèges de l'armée

---

¹ Il n'est pas question de nier l'importance des organes de sécurité, qui ont réussi à imposer leur hégémonie sur la vie politique et leur domination épistémique (les problèmes sont souvent formulés dans les codes linguistiques et selon les paradigmes qui sont les leurs). Sécuritécratie ne semble pas être un terme inapproprié. Mais leur présence et leur action acquièrent souvent le statut de cause première ou de principe explicatif ou tout simplement de descriptif, qui fausse la description et l'analyse. On oublie, d'une part, qu'il y a plusieurs organes de sécurité, aux intérêts, stratégies et répertoires d'action différents (sans mentionner les tensions en leur sein), et on oublie aussi que le reste de la société et les autres acteurs ne sont pas un objet passif ou un simple récepteur. Là où l'on voit souvent une 'action' de ces services, il y a souvent 'interaction' avec d'autres acteurs, qui ne leur sont pas aussi soumis qu'on le croit. Il y a différents types d'interactions. Ces services 'prennent souvent le train en marche' dans des processus dont on dit ultérieurement qu'ils les ont enclenchés. Etc.

expliquent son comportement», «les forces non islamistes n'existent pas ou ne représentent que les élites», «la jeunesse est géniale et 'connectée'», «les vieux sont tous des ânes réactionnaires», etc. Et je ne mentionne pas les versions, simplistes ou sophistiquées, des complots que chacun attribue à son adversaire et autres forces du Mal.

Ce qui me semble plus intéressant, dans ce contexte, est de souligner les problèmes soulevés par les notions de 'révolution' et de 'contre-révolution'. Que les termes soient souvent utilisés à des fins polémiques de légitimation ou de stigmatisation ne veut pas dire qu'ils n'ont aucun contenu concret, impossible à cerner. Ce ne sont donc pas ces dérives que je souhaite mentionner ou dénoncer. Ce qui me semble plus important, c'est de mettre en garde contre certains présupposés véhiculés par ces termes, d'autant plus que ces présupposés peuvent sembler être confirmés par les développements sur 'le terrain' et correspondre aux perceptions des acteurs. 'Révolution' et 'contre-révolution' sont des termes qui désignent mais aussi évaluent, sanctifient, diabolisent, réifient, fétichisent des réalités mouvantes et des acteurs. Premier travers. Mais, surtout, le recours à ces notions omet souvent l'étude de la subtile interaction entre les parties en présence. Je m'explique: certes, les camps révolutionnaires et contre-révolutionnaires (surtout les premiers) se pensent engagés dans une lutte finale, manichéenne, voire 'à mort', pour une refondation radicale de la société, de l'État et de l'ordre politique, ou, au contraire, pour la défense de l'ordre ancien. Certes, tous deux estiment souhaitables la neutralisation durable, voire l'élimination de l'autre. Les historiens savent très bien que les sociétés et États post-révolutionnaires sont un mélange d'ancien et de nouveau qui n'a été voulu par aucun camp, aussi génial soit-il ou se parant des oripeaux du Paradis². On pourrait aussi se demander si une révolution, pour réussir, n'a pas besoin d'être 'limitée', voire 'prise en main' par les contre-révolutionnaires et inversement. Une révolution, c'est souvent une série d'accélération, d'emballements, d'explosions, de 'grands moments'. Or, il faut bien un retour à la normale (mais laquelle?) et au quotidien. Une contre-révolution, pour réussir, doit comprendre que plus rien ne sera comme avant, condition nécessaire, mais non suffisante pour la survie. Elle doit, au moins, colmater les brèches béantes qui ont causé la révolution et, donc, changer, aménager, voire bouleverser³. En d'autres termes, on ne sait pas encore avec certitude si le président al Sissi est le fossoyeur de la

² C'est le sens du grand livre de François Furet: F. FURET, *Penser la révolution française*, Gallimard, Paris 1985 (Folio Histoire, 3).

³ Ces développements doivent beaucoup à l'œuvre de Martin Malia. Voir, par exemple, M. MALIA, *Comprendre la révolution russe*, Seuil, Paris 1980 (Points Histoire).

révolution, le garant de son succès, ou un intermède plaisant ou non avant le prochain affrontement. Ce que l'on sait, par contre, c'est que ses intentions ne sont pas l'élément décisif permettant de répondre à la question. Mais cela ne doit pas interdire l'effort nécessaire pour leur restitution. Al Sissi est un conservateur qui sait que l'ancien régime est indéfendable, qui estime que l'ancien régime comme la révolution ont mis en danger l'État moderne égyptien. Il souhaite conférer à ce dernier une nouvelle légitimité en en faisant un outil de la justice sociale et de la lutte contre la pauvreté. Comme pour beaucoup d'Égyptiens, ce qu'il a vu de l'islam politique l'a horrifié⁴. Mais, contrairement à eux, lui ne peut plus reculer.

Révolution et contre-révolution se traduisent par de nouveaux arrangements institutionnels, par de nouvelles élites, de nouveaux discours, de nouveaux codes, etc. Tout ceci est observable. Mais leur affrontement est la conséquence et la cause d'un changement durable dans les perceptions, dans les systèmes de représentation, dans les passions, dans l'esprit d'une époque, que l'on ne peut mesurer et dont on ne peut prédire les conséquences. Là aussi, on fait du nouveau avec de l'ancien, du réel avec du potentiel, etc. Certains grands récits ou mythes s'effondrent, d'autres renaissent, d'autres encore apparaissent. Les révolutions sont une addition de grands moments qui sont autant d'heures de vérité. Des réputations sont détruites, des héros inattendus émergent, le plus souvent pour ne briller que quelques mois. Ces grands moments sont des traumatismes ou des expériences fondatrices. En moins de trois ans, les Égyptiens ont fait tomber deux présidents. Ils ont découvert leur puissance, ont fait l'expérience de la 'souveraineté' populaire. Peut-on croire que ceci n'a aucune incidence? L'homme politique qui l'oublie est un imbécile (mais les imbéciles existent). Peut-on croire que le sang versé n'a aucune incidence? Que les familles et les amis oublieront leurs morts – surtout si la vie ne change pas vraiment? Le rejet viscéral des Frères musulmans par la population implique-t-il des changements dans les conceptions, les pratiques et les discours religieux? Et lesquels? Ou n'est-il que la simple découverte d'un malentendu profond entre cette formation politico-religieuse et plusieurs secteurs de la société, que leur arrivée au pouvoir a permis de dévoiler? Quelle que soit la réponse à cette interrogation, l'échec des Frères signifie-t-il l'échec de l'islam politique? Ou est-il une opportunité pour ce courant?

Ces considérations, et d'autres que l'on ne peut passer toutes en revue, rendent risquée toute prédiction. Il est impossible de se prononcer sur

---

⁴ Le rapport du maréchal à la foi et son hostilité à l'islam politique peuvent être étudiés à partir de ses discours et entretiens. Voir, par exemple, son discours à l'occasion de la Nuit du Destin, le 24 juillet 2014: <<https://www.youtube.com/watch?v=20lGec7NX1g>> (dernier accès le 05.11.2014).

l'issue finale, sur l'éventuel succès ou échec de la révolution – et, d'ailleurs, on ne sait pas vraiment à quelle aune les mesurer: davantage de démocratie, davantage de liberté et de justice sociale, davantage d'islam, moins d'islam, un développement économique et humain? Cette révolution n'était pas porteuse d'un projet et d'un rejet uniques, mais de plusieurs projets antithétiques, concurrents et de plusieurs rejets plus ou moins concordants. L'évaluation de l'acquis actuel prête elle-même à controverse: je suis, par exemple, enclin à penser que les élections libres (sans fraude) sont un acquis majeur que mes collègues sous-estiment. Mais cet acquis est-il durable? Un autre acquis, le changement qualitatif et quantitatif de la participation politique des 'Égyptiens moyens', l'est-il? Et ainsi de suite.

Mais la prudence requise en matière de prédiction ou d'issue finale n'interdit pas, et mieux, doit rendre nécessaire une étude sérieuse du passé proche et du présent. Cette étude est compliquée, dans le cas des processus révolutionnaires, par plusieurs difficultés: a) l'émergence de nouveaux acteurs, qui sont moins bien connus que les anciens – avoir observé pendant trente ans Moubarak permettait de bien prévoir ses réactions (et celles de ses collaborateurs, souvent aussi 'durables' que lui) dans beaucoup de cas. b) La difficulté à identifier les parties impliquées dans tel ou tel épisode. Une période de processus révolutionnaire est une période où les ressources de l'acteur individuel ou collectif se multiplient, puisqu'il y a recomposition des rapports sociaux, multiplication des acteurs et, donc, des alliés possibles, multiplication des interactions et des échanges. Mais c'est aussi, bien sûr, le moment où l'influence des acteurs individuels est plus que jamais limitée: il y a trop de forces en présence, de paramètres et beaucoup moins de limites politiques et sociales (puisque les limites sont une construction sociale et que le social est à réinventer). c) L'impossibilité de savoir avec certitude ce qui se passe au sein des principaux 'acteurs collectifs' qui risquent d'être, ou qui sont, en proie à une contestation interne. Cette contestation interne est-elle sérieuse? Renforce-t-elle paradoxalement la cohésion des troupes ou l'affaiblit-elle? Favorise-t-elle l'immobilisme ou, au contraire, la fuite en avant (ou un dosage des deux)? d) L'impossibilité de la reconstruction des calculs des acteurs, de leurs plans A et B, de l'accès à l'information et de la lecture qu'ils en font, de la connaissance de la teneur des négociations et autres interactions dialogiques qu'ils ont avec d'autres acteurs, de la compréhension qu'ils en ont, des conclusions qu'ils en tirent, des inflexions que ces interactions entraînent, etc.⁵ e) Les processus révolutionnaires

⁵ On pourra m'objecter que je décris des difficultés pérennes, qui existent également en temps normal. Elles sont décuplées en période révolutionnaire, d'autant plus que la communication des acteurs est une communication 'de guerre'.

‘problématisent’ tout le social et confèrent à la totalité et aux discours sur la totalité un statut qu’ils n’ont pas en temps normal. Isoler, séparer à des fins heuristiques tel phénomène, telle structure sociale, tel pattern du reste du social est souvent nécessaire et souhaitable en temps normal. C’est nettement moins vrai en temps révolutionnaire. f) Enfin, les tropismes du chercheur et ses souhaits, là, acquièrent une importance très supérieure à celle qu’ils ont sur des sujets plus ‘normaux’. La ‘révolution’ s’est substituée au ‘progrès’ comme fétiche à adorer chez les intellectuels⁶ et ceci a un impact négatif sur l’analyse. La sélection des informations pertinentes devient de plus en plus délicate et cela vaut aussi pour leur interprétation. La distance à définir par rapport aux discours et perceptions des acteurs doit être perpétuellement (re)définie. Le savoir accumulé avant la révolution sur la société, les acteurs et l’État est quelquefois une ressource, d’autres fois un rideau qui empêche de voir. L’organisation (le pluriel serait peut-être plus pertinent) internationale de la recherche est telle que les agendas de recherche sont définis loin des sociétés concernées – c’est d’ailleurs souvent une bonne chose, mais pas toujours. Le spectre des ‘fausses abstractions’ (pour parler doublement comme Marx) hante les travaux. Dans le même ordre d’idées, l’organisation de la recherche est telle qu’on a tendance à privilégier les chercheurs qui travaillent sur un sujet sur plusieurs pays, plutôt que plusieurs sujets sur le même pays. Par exemple, on préférera un spécialiste des questions de sécurité au Moyen-Orient, ou un spécialiste du salafisme connaissant plusieurs pays, plutôt qu’un spécialiste de tel ou tel pays. Approche très légitime en temps normal, mais dont les limites apparaissent clairement en période révolutionnaire. Car les révolutions exigent, pour leur compréhension, une ou des théories de la société concernée, et ces théories font de plus en plus défaut: entre les mises en garde contre le ‘surplomb’ (comme si le surplomb n’était pas l’essence même de la recherche), les courts délais accordés aux chercheurs, la spécialisation accrue, les théories de la société ne sont plus à l’heure du jour⁷. Weber (pour ne pas parler de Hegel) ne serait jamais devenu Max

---

⁶ Voir: F. FURET, *Le passé d’une illusion*, Le Livre de Poche, Paris 2003; P.-A. TAGUIEFF, *Les contre-révolutionnaires*, Denoël, Paris 2008.

⁷ Par contre, en ce qui concerne l’Égypte, nous disposons d’un excellent récapitulatif du savoir pré-révolutionnaire des sciences sociales sur ce pays, en l’ouvrage dirigé par Vincent Battesti et François Ireton: *L’Égypte au présent, inventaire d’une société avant révolution*, V. Battesti, F. Ireton (dir.), Sindbad-Actes Sud, Paris-Arles 2012. Les contributions ont toutes été rédigées entre 2008 et 2010, et le retard (*in fine* bénéfique) dans la publication du livre s’explique par l’indifférence bureaucratique vis-à-vis de l’entreprise, qui n’avait pas été jugée digne d’être financée.

Weber s'il travaillait aujourd'hui. Par ailleurs, les règles de l'énonciation du discours scientifique privilégient les démarches hypothéico-déductives (plutôt que les démarches inductives, même si elles ne les marginalisent pas totalement) et leur pertinence dépend beaucoup de la qualité des questions. Force est de reconnaître que nous (toutes les communautés académiques, sans distinction de nationalité) n'avons pas encore réussi à mettre au point ces dernières (je laisse de côté la question de la nécessité de la réhabilitation de la démarche inductive).

Je n'ai pas la prétention d'avoir une vue d'ensemble sur la production scientifique locale et internationale sur la révolution égyptienne. J'ai passé mes 45 derniers mois à tenter de collecter des informations, à étudier d'autres révolutions, et à rédiger des papiers qui étaient des commandes. Ils ont porté sur la crise de l'ancien régime, sur l'armée face à la révolution, sur la réforme de la police, sur la transition politique, sur la 'nouvelle politique étrangère', sur les coptes dans l'histoire contemporaine et sur les Frères musulmans. La lecture des travaux de collègues n'était pas pour moi une fin en soi, mais s'inscrivait dans le cadre de mes tâches ainsi définies. Ceux, parmi mes collègues et amis, égyptiens et français, qui suivent les outputs universitaires les estiment très insatisfaisants. Mon impression personnelle est qu'il est possible de rendre compte de la crise de l'ancien régime et des grandes lignes de la transition politique, ou encore de certaines grandes journées. Notre connaissance de certains acteurs collectifs a progressé. Ne serait-ce qu'en mettant en évidence le caractère fantaisiste de certaines grilles explicatives. D'autres acteurs demeurent des inconnus – la police et les services de sécurité, par exemple. Sur plusieurs questions, j'admets être désemparé et relativement désarmé: la mesure de l'impact de la 'révolution culturelle', des évolutions discursives et des recompositions des institutions, des acteurs collectifs et des relations sociales, suite à la révolution.

La question que je souhaite poser dans la suite de cet article est à la fois ample et limitée. Elle porte sur le 'pourquoi' du divorce haineux entre plusieurs secteurs de la population et les Frères musulmans. J'ai écrit l'année dernière un papier/réquisitoire décrivant l'exercice du pouvoir par les Frères musulmans⁸. Je souhaite aborder la question sous des angles différents. Le papier en question relatait une entreprise (un dessein totalitaire de prise de contrôle de la société, des champs politiques et religieux), conséquence logique d'une idéologie que je jugeais et juge néfaste, qui avait suscité de très fortes résistances et qui s'est soldée par un échec et

⁸ Publié dans la revue italienne *Limes. Rivista italiana di geopolitica* en septembre 2013. Pour la version française, voir: <https://www.academia.edu/8372902/Un_regne_dun_an> (dernier accès le 05.11.2014).

un renversement du pouvoir. Il tentait de restituer une dynamique. Ma problématique, cette fois, est autre. Ses contours sont plus flous – je mobilise un savoir par définition approximatif sur l'organisation des Frères musulmans, sur les idéologies et systèmes de représentations concurrents dans la société égyptienne, sur le rapport au religieux, sur les lieux et structures de la socialité, sur la confessionnalisation de la société égyptienne, sur l'État égyptien, sur les rapports d'autorité dans la société et au sein de cet État, sur les dynamiques révolutionnaires, sur les grandes institutions ou sur les acteurs collectifs massifs. Je dois d'abord demander au lecteur d'excuser mes lacunes bibliographiques et théoriques. C'est une recherche (solitaire) en cours.

1. *Les Frères musulmans*

C'est une organisation double: à la fois un mouvement de masse et un parti léniniste clandestin. Telle est du moins sa vocation et les vocations induisent des normes, même si la réalité ne suit pas toujours. Un parti léniniste devrait être composé de révolutionnaires clandestins. Les Frères recrutent dans les classes moyennes et petites-bourgeoises, plutôt provinciales. Parti 'bréjnévien' décrirait probablement mieux la réalité effective. Le rapport à l'idéologie (le grand récit est l'œuvre de Sayyid Qutb) est beaucoup plus puissant que ne le supposent les admirateurs de leur soi-disant pragmatisme, mais le qutbisme n'est pas le marxisme-léninisme. On ne peut imaginer un marxiste-léniniste refusant de considérer Marx et Lénine comme les références fondatrices. Par contre, un Frère réservé à l'égard du qutbisme est un cas de figure possible, voire fréquent⁹.

L'idéologie qutbienne¹⁰ offre la même structure que le léninisme: a) l'Histoire a un sens et est le théâtre d'affrontements manichéens entre deux camps opposant ceux (presque tout le monde) qui pensent que les hommes ont le droit d'usurper la faculté législative qui est le monopole exclusif de Dieu et ceux (la minorité élue) qui se battent pour l'application totale et intégrale de la Loi, condition nécessaire et suffisante pour l'instauration de la communauté parfaite. b) Un penseur génial a découvert le sens de cette histoire. c) Une avant-garde secrète doit l'accomplir, prêter sa main au mouvement de l'Histoire.

---

⁹ Les antiques les plus connus sont le shaykh Yûsuf al Qaradâwî et Farîd 'Abdal Khâliq, ancien membre du Bureau de la Guidance.

¹⁰ Telle qu'elle est formulée dans *Ma'âlim fi-l tariq* [Signes de piste] ou dans *Fi zilâl al Qur'ân* [À l'ombre du Coran].

La direction frère et les cadres ‘clés’ y croient. Par contre, une composante de l’organisation est très mal à l’aise avec cette œuvre et essaie de lui faire dire ce qu’elle ne dit pas, de la normaliser, de l’atténuer¹¹. Mais tous (et d’importants secteurs de l’opinion) adhèrent à une version très ‘molle’ du qutbisme: tous pensent qu’une société qui n’applique pas les peines corporelles prévues par le Coran, qui tolère la consommation d’alcool et les femmes dévoilées, où les bons croyants n’ont pas le droit d’empoisonner l’existence des mauvais croyants et où l’injustice est flagrante, n’est pas ‘complètement’ musulmane ou ne l’est pas du tout¹².

Les récits, textes, ouvrages doctrinaux frères montrent qu’al Bannâ et ses successeurs (égyptiens) lisent ainsi l’Histoire: à partir d’un moment, qui est en général la création de l’État égyptien moderne, des processus voulus par les forces du Mal s’enclenchent, qui consistent à retirer l’islam de la sphère publique et à lui nier sa souveraineté. Le droit positif n’est plus inspiré de la Loi, celle-ci n’est plus appliquée, le système scolaire, l’édiction de la norme, l’administration de la justice, les champs politiques et économiques ne sont plus régis par l’islam et les pouvoirs successifs, alliés à de pervers intellectuels, diffusent des valeurs non islamiques. Sans Dieu, sans al Bannâ, sans ses disciples, l’islam eut disparu en Égypte et, peut-être, de la surface de la terre ou, au mieux, eut été relégué au rang de croyance exotique incompatible avec la modernité. L’islam est en danger permanent de disparition, vu l’entêtement maléfique des forces du Mal et leur capacité à coordonner entre elles et à ourdir de sombres complots. Le discours sur le rapport de la population à l’islam est pluriel: les Frères peuvent estimer que la population est composée de bons croyants passifs ayant renoncé à faire le *jihâd* (mais cela est rare) ou, dans d’autres récits, de croyants dont la connaissance est fautive, superficielle, incomplète, partielle, stupide, hypocrite ou encore d’apostats niant les dogmes et la souveraineté de Dieu. Quelle que soit la description retenue pour les décrire, les autres musulmans sont considérés comme inférieurs voire pis. La communauté des Frères musulmans est investie de la mission des premiers Compagnons du Prophète: renverser le cours des choses pour restituer l’ordre naturel, celui de la suprématie totale, mondiale, universelle, impériale de l’Islam. Les parallèles avec la Geste prophétique sont

¹¹ Il est très significatif, selon moi, de constater que personne, au sein des Frères – sauf, peut-être, le Shaykh Qaradâwî – ne dit clairement qu’il faut en finir avec Qutb. On dit qu’il a mal été compris, que sa pensée est plus modérée qu’elle n’en a l’air, que sa virulence verbale cache une modération qu’on peut trouver si on cherche bien, etc. Il y a aussi, bien sûr, des débats très sérieux sur l’œuvre de Qutb.

¹² Cette formulation doit beaucoup à Mustapha Khayati.

incessants – et, aux yeux des autres musulmans, sacrilèges. L'histoire de la confrérie est sainte et le grand récit est irréfutable: les succès le confortent, les échecs ne l'atteignent pas; les uns comme les autres sont une épreuve envoyée par Dieu pour épurer la confrérie des tièdes, des mous, des raisonneurs, des crétiens et des agents des services.

Les textes écrits par des membres de la confrérie et le discours 'en interne' entretiennent et sont imprégnés de ce grand récit. Des mouvements d'humeurs, dans des interactions avec des non-frères ou dans des entretiens avec la presse, mouvements de plus en plus fréquents après le 11 février 2011, montrent que beaucoup de Frères adhèrent à cette vision du monde. Tout ceci peut sembler difficilement compatible avec le visage qu'ils offrent aux chercheurs occidentaux – Gilles Kepel, par exemple, a pu affirmer à des journalistes que les cadres frères ressemblaient à des députés français radicaux. Je suppose qu'il pensait surtout à leur profil sociologique. Nathan Brown a pu écrire qu'il était facile de savoir à quoi ils pensaient, qu'ils étaient fondamentalement des pragmatiques et des politiciens ayant les calculs et les comportements d'hommes politiques 'normaux'¹³. Ceci ne contredit pas ce que je dis. En fait, les Frères pensent être ceux qui ont accédé au 'savoir juste'¹⁴ et être les seuls raisonnables, voire sages, dans un univers de fous, d'hypocrites ou de menteurs. Leurs discours sur l'irrationalité et la naïveté des forces politiques concurrentes peut souvent sembler plausible, voire vrai, à tout chercheur. Mais ce n'est pas parce qu'il est possible de dire du mal de toutes les forces politiques de la planète sans exagérer qu'on doit se supposer ontologiquement supérieur. De fait, les Frères ne parviennent pas à prendre au sérieux les idéologies concurrentes en Égypte et leurs adhérents. Je crois que leur raisonnement est peu ou prou le suivant: on peut mourir pour défendre sa foi, c'est évident. Mais peut-on dire que l'on est prêt à mourir pour la patrie, pour la démocratie, pour le socialisme? Si l'on dit cela, c'est qu'on ment ou qu'on est fou. Dans le même ordre d'idées, je pense que leur incapacité à prendre les autres forces politiques au sérieux s'explique, certes, par des défauts propres à ces dernières, mais, aussi, par le fait que ces forces

---

¹³ N. BROWN, *The Muslim Brotherhood*, site *Carnegie Endowment for International Peace*, n. 13 avril 2011, <http://carnegieendowment.org/files/0413_testimony_brown.pdf> (dernier accès le 05.11.2014).

¹⁴ Dans les années 1980, par exemple, pour ne pas dire en public qu'untel était Frère, un Frère le décrivait comme un *fâhim sahh*, un 'comprenant correctement'. Lors des discussions que j'ai pu avoir avec les cadres et militants frères, ils avaient tous la même posture, celle du 'sage' raillant les 'fous', les 'menteurs', etc. Je ne suis pas le seul à avoir eu cette impression.

n'imposent pas à leurs membres quelque chose pouvant ressembler à la discipline quasi militaire qui règne au sein des Frères. Quand Mohamed Baradéi lance un appel à la mobilisation, il ne sait pas s'il sera suivi; et s'il a, par hasard, réussi à faire descendre ses troupes dans la rue, rien ne dit qu'il saura les faire 'rentrer chez elles'. Pourquoi discuter ou faire ces concessions à de pareilles nullités?

Il est évident que, si leur idéologie est la 'vérité', nous sommes tous des fous. Je peux constater qu'ils n'ont pas leur pareil pour rendre hystériques leurs interlocuteurs égyptiens, qui se voient toujours accusés dans leur foi. Ce n'est pas tout: les Frères croient tous à la version de l'histoire mise au point par leur organisation – et celle-ci est, non seulement, totalement mensongère, mais rend impossible toute construction d'une mémoire commune ou tout débat. Pour illustrer mon propos, un exemple: un nassérien, un wafdiste, un communiste admettent tous que Nasser a mis en prison des wafdistes et des communistes et que mettre en prison ses adversaires politiques n'est pas 'normal'. Ils peuvent débattre âprement des torts respectifs, du contexte, etc., mais il y a un fonds commun, qu'il n'y a pas avec les Frères et qui est impossible à construire, sauf dans les cas où l'on peut trouver un ennemi commun et adhérer sans trop de frais à la version frère. Comment adhérer à des récits sous-entendant que vous êtes les complices consentants ou non d'une conspiration mondiale contre votre foi? Ou laissant entendre que vous n'êtes pas musulman? D'autant plus que, selon les principaux courants juridiques islamiques, l'apostasie est passible de la peine de mort! Comment dialoguer avec une force qui n'a pas hésité à avoir recours à la violence physique ou à brandir des menaces de 'liquidation' (d'assassinat)?

J'ai esquissé ailleurs une description de l'organisation¹⁵. Elle peut être qualifiée de 'secte'. Vous n'adhérez pas aux Frères, ils vous recrutent et cooptent. Leurs voies sont multiples, mais trois grands 'canaux de recrutement' existent: a) un réseau de cours et d'écoles religieux: les Frères donnent des cours d'éducation religieuse aux enfants et aux jeunes dans plusieurs villes et villages et recrutent ceux qui leur semblent les plus prometteurs. b) Ils ciblent aussi ceux qui s'installent, soit pour des études soit pour des raisons professionnelles, dans des villes qu'ils ne connaissent pas. Soit, par exemple, un étudiant d'origine rurale qui vient poursuivre ses études universitaires dans une grande ville. Les associations frères l'aident

¹⁵ Cf. par exemple T. ACLIMANDOS, *Les frères musulmans, pour une critique des vœux pieux*, in «Politique africaine», décembre 2007, ou ma contribution au livre de Samir Amghar: *Les islamistes au défi du pouvoir. Évolutions d'une idéologie*, S. Amghar (dir.), Michalon, Paris 2012.

lors des procédures d'inscription, de sa quête d'un logement ou d'une place à la cité universitaire, ou en lui fournissant des livres sur les cours qu'il doit suivre. S'il semble correspondre au profil recherché (observant les préceptes de la morale musulmane dans son comportement quotidien), ils l'observent: ils prient avec lui, organisent des activités avec lui, lui rendent visite, structurent ses réseaux sociaux, puis lui confient quelques tâches. À un moment, s'il a donné satisfaction, on lui propose de s'affilier à la confrérie. En général, le jeune a d'ores et déjà compris et est mentalement prêt. c) Les filles et fils de militants frères.

C'est une organisation hiérarchisée, avec quatre degrés ou niveaux d'affiliation. On ne gravit les échelons que lentement. L'existence de ces quatre niveaux explique les grandes divergences dans les estimations du nombre de militants de la confrérie. Si les Frères ou leurs adversaires veulent mettre en valeur leur puissance, ils considèrent comme membres les quatre niveaux et cela donnait, en 2011, entre 2,5 et 3 millions de membres! S'ils veulent minimiser leur importance, ils ne considèrent comme membres que ceux qui sont au niveau le plus élevé. Si l'on suit les 'appellations', ne doivent être considérés comme membres que ceux qui occupent les deux niveaux les plus élevés. J'ai toujours été enclin à considérer les 'occupants' des quatre niveaux comme membres, mais je ne suis pas certain d'avoir raison. Une indication intéressante n'est pas disponible: y a-t-il eu des défections dans les rangs du premier niveau (le plus bas), celui des *muhibb*? Et sont-elles importantes?

On l'a dit, l'organisation est aussi un mouvement de masse qui recrute des profils très divers dont le seul point commun est le comportement conforme à la morale islamique. Tout ce monde est tenu ensemble par le principe de l'obéissance absolue: chacun peut exprimer ses vues, donner son opinion, mais quand le Bureau de la Guidance prend une décision, tout le monde obéit. Certains des *insiders* affirment que ce principe est beaucoup moins oppressant qu'on pourrait le croire, parce que, selon eux, les Frères «se ressemblent beaucoup plus qu'on ne le croit». J'ai toujours été enclin à penser que les divergences au sein du mouvement étaient surestimées, mais une autre explication existe: le militant frère moyen a une vue du monde 'religieuse' et ne s'intéresse pas à la politique, du moins pas à la politique au quotidien. Sur cette dernière, il fait confiance à la direction. Il y a des raisons de penser que le Bureau de la Guidance, lui-même, ne se mêlait pas beaucoup des affaires politiques, laissant cela à l'homme fort Khayrat al Shâtir et à son entourage...

Le 'poids électoral de la confrérie' est relativement constant. Elle peut compter sur 5,5-6 millions d'électeurs. Ces chiffres m'avaient été fournis

fin 2010 par des membres du parti de Moubarak et correspondent au score de Morsi au premier tour de l'élection présidentielle en 2012. Soit 11 à 12% des électeurs. Elle peut bien sûr réaliser de plus gros scores, en fonction des aléas de sa popularité et de la concurrence. La confrérie a tissé des réseaux associatifs et caritatifs qui se sont substitués à l'État-providence de Nasser, démantelé par ses successeurs ou tombé en déliquescence. Ces activités caritatives ont permis la constitution de réseaux clientélares, de fichiers permettant de maintenir des relations avec ceux qui ont eu recours aux services frères. Mais beaucoup d'observateurs et les Frères ont oublié qu'une relation clientélaire n'est pas une relation fondée sur l'amitié, l'amour ou les valeurs communes, mais sur des intérêts communs – ceci a eu des incidences imprévues. En fermant leurs téléphones aussitôt assurés de leurs élections, les députés Frères se sont tiré plusieurs balles dans le pied¹⁶.

2. Les systèmes de représentation et les cultures politiques des Égyptiens

Plusieurs assertions, de valeur inégale, ont contribué à présenter les islamismes politiques comme les meilleurs porte-paroles des sociétés dont ils sont issus, voire comme 'la voix du Sud'. Leurs scores électoraux ont joué dans le même sens. Passons en revue certaines d'entre elles: a) 95% des musulmans du monde arabe rejettent la laïcité, ses valeurs et les dispositifs qu'elle présuppose. Tous sont attachés à la reconnaissance à l'islam d'un statut particulier, normatif, voire fondateur. Cet état d'esprit disqualifie les régimes et toutes les forces politiques laïques, qui ne sont pas représentatives de leur population et qui, pour gouverner, doivent s'appuyer sur la force brutale. Variante: ces sociétés sont des sociétés fondamentalistes gouvernées par des élites laïques, cela ne peut pas durer. b) Les sociétés

¹⁶ Les recherches sur le terrain de plusieurs collègues ont tendu à montrer que l'électeur bénéficiaire des prestations frères n'est souvent pas un inconditionnel de la confrérie. Les militants de cette dernière sont intrusifs et ne savent pas dissimuler leur mépris. Voter pour eux n'est pas adhérer à leur vision du monde – dire ceci ne veut pas dire que l'électeur moyen est laïque! Mais qu'il n'aime pas le sectarisme des Frères. Les députés frères eux-mêmes admettaient avoir commis une erreur en 'fermant les portes' aux membres de leur circonscription, erreur qu'ils expliquaient par l'ampleur du travail de 'refonte législative' qui les attendait (je dois ce dernier point, sur l'aveu, à Sarah Ben Néfissa). Je ne sais ce qu'il faut penser de cette explication mais elle n'a pas convaincu leurs électeurs. Selon mes différents pointages, il était très facile d'obtenir un rendez-vous avec le député PND de votre circonscription, qui traitait très bien ses électeurs, même (et surtout) s'il était peu désireux ou incapable de rendre le service demandé ou d'assumer la prestation réclamée.

arabes sont croyantes, bigotes, pratiquantes, le religieux y est instituant, il produit du social, des relations sociales et des univers de sens. Seul l'islam politique rend compte de cela, l'incarne. Il en est le fruit, le prolongement, la conséquence naturelle. c) L'islam politique est la seule force politique (ou est constitué des seules forces politiques) parlant un langage que les populations comprennent, parce qu'authentique – toutes les autres forces adhèrent à des 'idéologies importées'. d) Il représente la voie royale pour ces sociétés, désireuses de concilier modernité et identité. La démocratie sera islamiste ou elle ne sera pas.

Discuter la part de vérité et celle de l'erreur dans ces assertions nous mènerait trop loin. Contentons-nous ici de dire qu'elles ont en commun de présupposer une adéquation parfaite entre les diverses variantes de l'islam politique et les cultures politiques du monde arabe. Ce présupposé doit être critiqué, voire réfuté, et je compte utiliser certains des thèmes que ces assertions développent pour montrer pourquoi les Frères musulmans – et, peut-être, l'islam politique – ont été massivement rejetés par la société égyptienne.

A) Être hostile à un régime laïque n'implique pas d'être favorable à une théocratie et *a fortiori* une théocratie autoritaire. Dans un article que j'avais écrit en 1987¹⁷, j'avais affirmé que la 'configuration idéologique égyptienne' était favorable à une formule donnant au péché droit de cité, à condition qu'il ne prétende pas être autre chose qu'un péché. En d'autres termes, une société dans laquelle il était possible de boire de l'alcool, mais dans laquelle les thèses soutenant que l'alcool est licite en islam étaient combattues voire supprimées. Dix ans après, je pensais m'être radicalement trompé – mais, aujourd'hui, je n'en suis plus si sûr. Cette formule est moins séduisante quelle ne semble, puisqu'elle est très réservée à l'égard de la critique et des *aggiornamentos*, mais elle a le mérite de rendre les sociétés viables et de sauvegarder une forme de consensus. Mon collègue et ami Saeed Ukâsha a soutenu devant moi des thèses similaires, formulées d'une manière encore plus complexe¹⁸. Pour lui, l'État égyptien, aux yeux du citoyen, se doit de gérer 'la vie ici-bas' de la communauté, tout en 'aidant' chacun à préparer sa 'vie éternelle'. S'il se dit athée ou laïque, il renonce à cette dernière mission et il contraint les croyants à partir en guerre contre lui et rompt la paix civile. Mais, en sens contraire, malheur à lui si, au nom de la vie future, il gâche la vie sur terre...

B) Le projet islamiste est un projet 'd'islamisation' et/ou d'imposition de normes supposées islamiques à l'ensemble de la population. Mais le terme 'islamisation' d'un objet implique que cet objet n'est pas musulman.

¹⁷ *Configuration idéologique des élites égyptiennes: Étude des mentalités et des pratiques*, in «Bulletin du CEDEJ», n. 23, 1^{er} semestre 1988.

¹⁸ Discussion avec l'auteur, peu après la chute du président Morsi.

Il ne choquait pas, parce que le diagnostic «cet État, cette société et ce pouvoir ne sont pas assez musulmans» était partagé par de larges secteurs de la population, qui ciblaient, d'abord et avant tout, l'élite du pouvoir et certains comportements jugés répréhensibles par ces secteurs (même si eux-mêmes s'y adonnaient). Ce projet d'islamisation/imposition de normes ne choquait pas, malgré son agressivité pour ainsi dire intrinsèque. Mais une fois les islamistes au pouvoir, il a choqué et a été combattu. Je ne suis pas sûr d'avoir des explications définitives, mais je pense que la prise de contrôle de l'État par les Frères musulmans a libéré les entreprises d'islamisation et d'imposition de normes dont le potentiel perturbateur a été rapidement perçu par la population. Des militants ayant tenté de fermer le coiffeur pour femmes de tel village ont été roués de coups par la population¹⁹. Tondre des jeunes filles de six ans parce que leurs parents avaient refusé de leur faire porter le voile a entraîné des réactions violentes. Empêcher une jeune veuve de monter dans un autobus parce qu'elle n'était pas accompagnée par son mari ou un de ses frères a poussé le chauffeur et les passagers à réagir²⁰. Il est possible de multiplier les exemples à l'infini²¹, le cas le plus récurrent étant celui qui opposait islamistes aux habitués d'une institution centrale de la vie de quartier, à savoir les cafés²². Institution considérée par les premiers comme un lieu de perdition, comme on y jouait (au domino, au tric-trac) pour de l'argent. Mais seul lieu où les personnes vivant dans des logements très exigus pouvaient rencontrer leurs amis, leurs interlocuteurs professionnels, employés ou recruteurs.

Plus généralement, même s'il ne se réduit pas à cela, l'islamisme pré-suppose que le musulman non affilié à une de ses formations doit être

¹⁹ Dans ce cas précis, il s'agit de militants salafistes. Un des problèmes du pouvoir frère, c'est son incapacité (ou son absence de volonté) à neutraliser tous ceux qui avaient une vocation de *mutawi*, de commandeur du Bien et pourchasseur du Mal. La fille 'tondue' (à l'école), elle, a eu affaire à des Frères musulmans.

²⁰ Ces exemples proviennent de discussions avec des personnes travaillant dans le quartier où je réside et qui ont 'subi' ce genre de traitement: femmes de ménages, barbiers, vendeurs de journaux. Il convient de relever que les exemples que je fournis ont ciblé des personnes qui ne participaient pratiquement jamais aux manifestations ou aux activités contestataires (la seule exception est l'épisode du coiffeur pour femmes, puisque je ne connais pas tous les protagonistes). Mais elles ont participé au 30 juin 2013.

²¹ Il suffit de lire la presse de l'époque. Cela dit, cette liste n'épuise pas, très loin de là, les témoignages que j'ai moi-même recueillis – par exemple, cette histoire: un homme d'affaires véreux, décide, suite à une alerte de santé (un infarctus), de se faire pardonner ses péchés et commence à distribuer gratuitement de la viande aux plus défavorisés de son quartier, à prendre en charge les orphelins, etc. Les militants frères s'imaginent – à tort, selon le narrateur, mais il se trompe peut-être – que cet homme d'affaires prépare une candidature ou quelque chose comme cela et s'en vont l'interroger et le tabasser.

²² Discussion avec Saeed Ukâsha, qui a été le témoin de plusieurs incidents de ce type.

éduqué et mis dans le droit chemin. Il y a là une faille centrale de son dispositif: le croyant moyen a intériorisé sa foi, se réserve le droit de choisir l'interprétation qui lui sied, et il se sent atteint dans sa dignité quand le pouvoir politique se comporte comme si son adhésion à la religion devait être constamment prouvée par l'adoption d'un comportement décrété islamique et le rejet d'habitudes inscrites dans les us et coutumes ou de pans entiers de la religiosité populaire. Le fait que les positions doctrinales des Frères changent en fonction de leur intérêt (par exemple sur la question des intérêts bancaires) a aggravé le rejet de leurs 'leçons'. Que cette réaction soit ou non une conséquence d'une possible émergence de l'individualisme dans le monde arabe importe peu.

C) Ma collègue Sarah Ben Néfissa a bien vu que le comportement des Frères avait donné un second souffle au nationalisme égyptien²³. Depuis l'essoufflement du nationalisme 'laïque' ou 'libéral' représenté par le Wafd, deux idéologies étaient en concurrence en Égypte: le nationalisme musulman (si l'on préfère – le nassérisme), qui pouvait être facilement populiste ou à gauche; et l'islamisme (Hassan al Bannâ révisé par Qutb)²⁴. En Égypte, l'islamisme est antinationaliste et parler d'islamo-nationalisme pour le désigner est un contresens majeur. Pour l'islamisme, le nationalisme est une idéologie importée qui a eu pour effet – voulu, souhaité, planifié par les exportateurs – de déchirer, diviser l'*umma* pour précipiter la déchéance des musulmans. Ce nationalisme semblait moribond, mais cela s'est avéré une illusion. Car les Égyptiens semblent très sensibles à l'argumentation islamiste et aux sirènes du panislamisme, sauf quand elles ont des conséquences pratiques. Or, sous les Frères, les rumeurs, informations, bruits de couloir, se sont faits insistants: les Frères étaient ainsi prêts à rétrocéder une partie nord-est du Sinaï aux Palestiniens de Gaza, ce qui eut permis de créer un émirat frère viable; la présidence soudanaise avait également fait savoir que le président Morsi était prêt à céder les territoires contestés de Halayeb et Shalâtin, etc. Il n'y eut pas de véritable démenti et, pis, dans les interactions au quotidien entre militants/sympathisants frères et population, les réponses des premiers alimentèrent les inquiétudes – ils affirmaient «ne pas voir où est le problème, les frontières ne sont pas sacrées, ce n'est pas notre faute si vous avez cru ce qu'on vous a fait gober dans les livres scolaires». Et, que de fois ai-je entendu des personnes de 50-70 ans s'adresser à des Frères: «Mon frère est mort en 1973 et il n'est pas mort pour que vous donniez le Sinaï aux Palestiniens!»²⁵.

²³ Communication présentée à Paris le 6 février 2014.

²⁴ Voir mes textes dans *L'Égypte au présent, inventaire d'une société avant révolution*, V. Battesti, F. Ireton (dir.), cit., ou J. MÉDEIROS, *Le mondial des nations*, Choiseul, Paris 2011.

²⁵ Un épisode sidérant peut être rappelé ici. En mars 2013, Al Azhar surprit tout le monde

D) Le romancier et essayiste Izz al Dîn Shukrî a pu affirmer²⁶ que trois cultures coexistaient en Égypte. La dominante, celle du centre, est faite d'emprunts éclectiques aux deux autres, sans une réelle cohérence interne. La seconde est la culture islamiste, salafiste, wahhabite ou frériste – elle a toujours été présente, elle n'est pas forcément un produit d'importation, mais elle était historiquement minoritaire. La troisième est la culture 'occidentalisation', s'inspirant des idéologies ayant vu le jour en Europe – le libéralisme, le socialisme, le marxisme et, peut-être, le nationalisme. La culture centrale a été, si on veut, concordiste, l'esprit de système ou la rigueur en moins. Mais, poursuit Shukrî, cette culture 'centriste' a vu son hégémonie contestée, car les deux 'extrêmes' sont montés en puissance. C'est aux fils de la culture 'occidentalisation' que revient le mérite d'avoir lancé la révolution de janvier 2011, qui a été récupérée par les adeptes de la 'culture islamiste'. La culture centriste a d'abord penché pour les islamistes, avant de se raviser, pour des raisons qui peuvent être identifiées.

E) Les Frères ont connu dans le passé des problèmes de crédibilité politique. Mais c'est la première fois dans leur histoire qu'ils ont aussi un très sérieux problème de crédibilité religieuse avec une grande majorité de la population. Ceux qui ont vu le problème (Roy²⁷, Lacroix, par exemple) l'expliquent par la diversification de l'offre (la concurrence des salafisme)²⁸, par l'émergence de comportements individualistes, entraînant une intériorisation de la foi, un accès direct aux textes sacrés et aux commentaires des juristes et autres, etc. Mais le comportement et le discours frère sont, eux-mêmes, en cause. J'ai déjà fait allusion aux changements d'interprétation doctrinale en fonction de leurs intérêts du moment et leurs incessantes comparaisons entre eux-mêmes et les Compagnons du Prophète, comparaisons d'autant plus malheureuses qu'elles impliquaient que les ennemis des Frères étaient les émules des ennemis jâhilites du Prophète. Tout aussi désastreux ont été les discours affirmant que

---

en condamnant fermement, comme contraire à la *shari'a*, un projet de loi Frères sur les *sugûq* (outils de la finance islamique, sorte de bons d'investissement) en utilisant une argumentation nationaliste, accusant les Frères de ne pas l'être assez (ou pas du tout).

²⁶ Voir ses articles dans le journal *Al Masry al yaoum*, <<http://www.almasryalyoum.com/éditeur/details/1430>> (dernier accès le 05.11.2014).

²⁷ O. Roy, *Égypte, le champ religieux s'est démocratisé*, sur le site du journal *Le Monde*, 11.07.2013, <http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/07/10/en-egypte-le-champ-religieux-s-est-democratise_3445715_3232.html> (dernier accès le 10.11.2014).

²⁸ Offre qui n'est pas seulement 'autre', mais qualitativement différente. Le niveau 'théologique' des cadres frères est très inférieur à celui des cadres salafistes, qui connaissent beaucoup mieux les *hadîth*, la *sîra*, les ouvrages doctrinaux, et qui prennent moins de libertés dans leurs interprétations.

les archanges combattaient à leurs côtés à Rab'a, ou relatant des songes collectifs où le Prophète s'effaçait devant le président Morsi pour le laisser diriger la prière. Le raidissement et la ruralisation de la majorité des troupes des Frères musulmans, les rendant incapables de brasser large, n'a rien arrangé, pas plus que les accointances constatées avec les salafistes révolutionnaires et les jihâdistes. Les secteurs (minoritaires) de l'opinion réellement désireux (comprendre: quel qu'en soit le coût) de voir une application immédiate et rigoriste de la *shari'a* n'avaient non plus aucune raison d'être satisfaits des tergiversations frères sur la question. Les tentatives frères de prendre le contrôle du plus grand nombre possible de mosquées et de priver les salafistes des leurs, entreprise à la lisière du politique et du religieux, ont souvent été très mal vécues par les hommes de religion non frères et leurs ouailles. La liste est interminable et je l'arrête ici.

F) Le 'rapport' à l'appareil d'État (y compris l'institution militaire) de la population a été un autre point d'achoppement. Une chercheuse avisée pouvait affirmer, en mai 2011, que la population égyptienne rêvait en fait d'une société qui s'autorégulerait elle-même, sans ingérence de l'État (comprendre des ministères de l'Intérieur et de la Justice), ce dernier se contentant de fournir à des prix abordables diverses prestations (transports, électricité, télécommunications, santé, école)²⁹. Ce rêve était une réaction aux dérives et aux défaillances de l'État pendant les trente années de la présidence Moubarak. Mais, là, pour reprendre les termes d'un autre chercheur³⁰, les Égyptiens sont retournés à 'l'idolâtrie de l'État', religion qui transcende les principales divisions de la société égyptienne (Frères exceptés). Quand on connaît les diverses tares de ce mammoth employant plus de sept millions de personnes, taxant et rackettant la société, incapable d'assumer ses missions et prestations, non conçu pour 'fonctionner' dans une démocratie, il est légitime de s'interroger sur les motifs de ce regain de faveur (et sur sa longévité). Les hypothèses explicatives sont nombreuses et, au risque d'une *reductio ad Morsium*, force est de constater qu'un certain nombre d'entre elles ont recours au comportement des islamistes en général et des Frères en particulier. Le spectre qui hantait la région est devenu réalité et un cauchemar: la guerre civile. Considérez le monde à partir de la position d'un Égyptien: son voisin du sud, le Soudan, a connu une sécession, qui s'explique assez directement par les politiques du pouvoir islamiste. Celui de l'ouest, la Libye, vital pour ses travailleurs les plus pauvres et ses agriculteurs (qui deviennent des saisonniers là-bas),

---

²⁹ Discussion avec Malak Rouchdy.

³⁰ Discussions avec Nabil 'Abdel Fattah.

est le théâtre d'une guerre civile et les Égyptiens savent très bien que c'est un pays sans État. Je ne parle pas du Levant ni de l'Irak... L'État est regardé comme le rempart par excellence contre la guerre civile. Sur ces terres, Hobbes est roi. Par ailleurs, dans les perceptions des Égyptiens, les cliques dirigeantes qui se sont succédé en Égypte (les hommes de Hosni Moubarak, ceux de Gamal Moubarak, les Frères) ont toutes été des gangs sectaires qui ont essayé de 'privatiser' l'État tout en occupant les hautes sphères, d'en monopoliser les avantages et les bénéfices, de le 'détourner' de ses missions à leur profit. En d'autres termes, les équipes qui ont successivement exercé le pouvoir ont, de par leurs pratiques scandaleuses, beaucoup fait pour réhabiliter *a contrario* la notion d'intérêt général et la nécessité de s'y dévouer. À ce jeu de massacre, l'institution militaire a été le grand vainqueur, ayant jusqu'à maintenant toujours réussi à 'universaliser' ses intérêts privés et à donner l'impression qu'elle prenait en charge l'intérêt général et les vues de la majorité des citoyens qui ne se reconnaissent dans aucune formation politique. Il convient d'ajouter deux choses: i) le comportement des partis d'opposition non islamistes a très souvent donné l'impression qu'ils partageaient les mêmes tares que les islamistes, renforçant ainsi la légitimité retrouvée de l'appareil d'État. ii) Cette lune de miel peut ne pas durer. Le président al Sissi ne fait pas (pour d'excellentes raisons) confiance aux civils qu'il côtoie et il a donc tendance à placer beaucoup de militaires à des postes clés et à confier la réalisation de beaucoup de grands projets à l'empire économique de l'armée. Par ailleurs, les conceptions de «la réforme» véhiculées par la/les bureaucraties consistent, semble-t-il, en une restauration/amélioration (pour une mise en conformité avec l'esprit du temps) du modèle nassérien, où l'État est un agent de modernisation autoritaire et de redistribution protectrice des plus pauvres et, si possible, un ascenseur social. D'une part, il n'y a aucune raison de penser que l'entreprise soit facile ou même possible – les désastreuses gestions 'corruptrices' de Moubarak ont eu pour conséquence la multiplication des féodalités bureaucratiques soucieuses de leurs privilèges, rétives à tout changement, et contrôlant assez d'activités cruciales pour avoir une puissance de nuisance considérable – et, d'autre part, il n'est pas certain que raisonner en termes d'amélioration du nassérisme soit la bonne approche. La question du rapport de cet État aux éléments les plus dynamiques de la population est posée. Ces réserves formulées, il convient de ne pas exclure la possibilité d'un succès, fait d'avancées modestes, insatisfaisantes, mais représentant un mieux par rapport à ce qu'a connu l'Égypte des quarante dernières années. Mais il convient aussi de mettre en garde contre une détérioration rapide: si la tolérance de l'opinion

envers les bavures policières est à nouveau grande (cette tolérance s'explique aussi par le comportement des Frères et des jihâdistes), elle n'est pas illimitée. Les deux ou trois mois qui ont suivi le massacre de Rab'a ont vu une chute rapide de l'image du nouveau pouvoir dans l'opinion (même si les avis favorables sont restés majoritaires) et, seul le recours à la violence des islamistes a pu à nouveau renverser la tendance. L'opinion demeure sujette à des changements rapides.

G) Les structures confessionnelles représentent la meilleure chance de l'islam politique pour rebondir: elles produisent des interactions sociales, des espaces, des discours et représentations, identitaires ou non, ethnicistes ou non, sur soi et sur autrui. L'Égypte a toujours été un pays à fortes structures confessionnelles – même le Wafd, comme l'a rappelé Laure Guirguis³¹, était fondé sur l'union du Croissant et de la Croix, union qui suppose leur distinction et séparation préalables. Il n'y a jamais eu de statut personnel unifié pour tous les Égyptiens. Les discours confessionnels se sont raidis durant la seconde moitié du XX^e siècle, en un lent mouvement progressif. J'attribue en partie ce phénomène de longue durée à l'inexorable libération de la femme, qui fait d'un mariage mixte un spectre à conjurer. De nombreuses pratiques se sont instaurées, consistant à retirer la femme de la communauté au regard de l'Autre (phénomène essentiellement, mais pas uniquement, copte). Le rapprochement de plus en plus étroit avec l'Union soviétique, pendant l'ère nassérienne, a contribué à raidir les attitudes sur l'identité religieuse – et le régime égyptien a, lui-même, ouvert la voie. Les processus de confessionnalisation lancés par le pouvoir de Sadate et par le pape copte orthodoxe Chenouda III sont désormais bien connus. Les structures confessionnelles caritatives (et scolaires) ont pallié les défaillances de plus en plus nombreuses de l'État providence légué par Nasser, le 'religieux' a vu l'État lui déléguer un nombre incalculable de prestations. Combinés à l'absence d'un État de droit, la défaite de 1967 et les processus *post-1973* de retrait de l'appareil d'État, avec une transition à une économie qu'on qualifiera de marché, inaugurerent une ère d'inquiétude, d'anxiété, de fébrilité, d'âpreté au gain, qui se sont traduites par un retour du religieux et un ascendant sans cesse croissant des hommes de religion pourvoyeurs de discours et d'aides aux plus démunis, légitimant lesdits discours. Ils ont fortement contribué à façonner un discours identitaire agressif, fondé sur l'autoglorification et le dénigrement systématique de l'Autre. Tout aussi grave, ils ont aidé à la diffusion de fables qui défient

---

³¹ L. GUIRGUIS, *Les coptes d'Égypte. Violences communautaires et transformations politiques*, Karthala, Paris 2012.

toutes les règles de la logique et de la crédibilité, construisant un monde de preux héros, de guerre permanente, d'ennemis cachés, de complots universels dont le déchiffrement est censé produire le sens, où les choses se règlent à coups de courage et d'intervention divine, au mépris total des règles de la science, puisque cette dernière aboutirait au défaitisme. Ce n'est pas parce que les islamistes, en général, et les Frères musulmans, en particulier, sont les principaux producteurs et bénéficiaires de ces discours, les principaux acteurs du 'religieux caritatif', et les principaux instigateurs des pratiques d'exclusion, de discrimination de l'Autre, qu'on peut assurer que cette configuration est superficielle et temporaire. Grâce à eux, mais pas seulement à eux, les structures, discours, représentations et pratiques confessionnelles sont désormais une réalité 'structurante et structurée' du paysage égyptien. Mais, paradoxalement, leurs pratiques des dernières années et leur passage au pouvoir ont montré les dangers d'un tel processus et sensibilisé des secteurs entiers de la population. Tout se passe comme si le confessionnalisme ne pouvait exister et prospérer sans un État fort, autoritaire, dominé par une force non islamiste, neutralisant et jugulant ses effets pervers. Faute de quoi, il risquerait de secréter la guerre civile ou, au moins, des phénomènes dont les Égyptiens ne veulent pas. On peut être hostile ou réservé à l'encontre de l'idée d'égalité citoyenne, véhiculer toutes sortes de préjugés sur les coptes, préférer les éviter... et être horrifié par le traitement que les islamistes infligent ici et là aux coptes. Sans mentionner l'ironie du fait suivant: 'copte', grâce aux islamistes, est devenu une injure grave et les millions de manifestants musulmans s'opposant à la tyrannie des Frères n'ont jamais pardonné à ces derniers leurs propos, faisant de leurs adversaires politiques des coptes! Il est encore trop tôt pour déceler des tendances profondes, mais l'année qui a suivi la chute du président Morsi a vu une très nette baisse des incidents confessionnels³², malgré les 80 églises incendiées par les islamistes au lendemain du massacre de Rab'a. Il est difficile d'expliquer cette baisse: soit la population a enfin vu le danger, soit les islamistes étaient les 'meneurs', rendant possibles les explosions antichrétiennes, le passage du discours à l'action 'punitif'. Une autre explication, mais je pense qu'elle est secondaire, est la popularité du nouveau pape, beaucoup plus apprécié (pour l'instant) par le peuple que ne l'était Chenouda. Toujours est-il que les structures confessionnelles étaient trop profondément ancrées pour avoir disparu. Il n'y a probablement

³² Selon les indications fournies à l'auteur par le Père Rafic Greiche, porte-parole de l'Église copte catholique et membre d'un observatoire des incidents confessionnels dépendant de la fondation *Maison de la famille*, inaugurée par le Cheikh d'Al Azhar pour promouvoir l'unité nationale. Discussion avec l'auteur en juin 2014.

rien à faire contre elles – la solution passerait par la construction d’espaces transcommunautaires attractifs et la réhabilitation d’un mode de vie encore très prégnant dans les anciens quartiers, mode de vie fait de coexistence affectueuse, de religiosités bien ancrées, rendant possible les échanges et les partages. Ces modes de vie ont beaucoup régressé, mis à mal par la réislamisation agressive enclenchée par Sadate et les islamistes, mais ils n’ont pas disparu. Ces structures confessionnelles portent en elles le risque permanent de guerre civile, surtout quand elles sont dominées par des fondamentalistes et il convient d’être très attentifs... et d’avoir les moyens d’intervenir.

H) Le rapport de l’opinion à la pluralité et au pluralisme n’a pas été convenablement étudié. Il est pourtant crucial. Que de fois ai-je croisé, rencontré des Égyptiens qui étaient vêtus comme des islamistes, parlaient comme des islamistes, mais ont précisé qu’ils ne voteraient jamais pour eux, parce qu’ils pensaient qu’ils ‘éradiqueraient’ les libéraux, les gauchistes, les socialistes, etc. «Je ne voterai jamais pour un libéral, encore moins pour un communiste, mais ils me font rire et me font réfléchir. Un Frère, c’est un type qui vient me dire “Dieu a dit”, “le Prophète a dit”, et je sais cela aussi bien qu’eux, sauf que je prends la Parole divine au sérieux alors qu’eux non. Ils trichent avec Dieu, comment ne tricheraient-ils pas avec nous?»

Je n’ai pas envie de spéculer sur ce point, qui requiert des recherches et des enquêtes d’opinion poussées. Mais je le mentionne...

3. Conclusion

Il conviendrait peut-être de partir de la phrase de cet Égyptien citée dans le précédent paragraphe. Pour une majorité d’Égyptiens, les islamistes ont gravement failli. Mais il est trop tôt pour savoir si des formations islamistes ayant tiré les enseignements du passé et prêtes à sérieusement se recentrer, émergeront ou non. Et nous ne savons pas non plus si les Égyptiens attribuent l’échec frère à leur idéologie et à la nature de l’islam politique ou à l’idiotie, à l’incompétence des Frères, en d’autres termes, à des contingences. Je suis enclin à penser que l’islamisme connaît une crise majeure, mais qu’il n’a pas disparu et ne disparaîtra pas – il n’y a aucune raison de penser que les raisons de son succès ont disparu ou sont condamnées à la disparition.

L’islamisme égyptien est à la fois produit de la sécularisation, vécue comme un retrait de l’islam aux conséquences néfastes, et producteur d’une confessionnalisation qui s’est avérée durable. La confessionnalisation est une

formule d'organisation sociale qui a des avantages et des inconvénients. Je n'aime pas cette formule et ne suis pas sensible à ses éventuelles qualités. Mais il est difficile de l'ignorer.

La grande inconnue est la jeunesse égyptienne. Nous savons que, dans sa majorité, elle rejette les 'structures autoritaires, patriarcales et paternalistes' qui lient la société égyptienne. Le contraste entre les normes affichées et le comportement réel, entre ce qui est exigé d'elle et ce qui est donné, entre l'héroïsme prôné et la banalité, voire pis, a radicalisé son grand refus. Mais, si elle a été capable de détruire de l'ancien, si elle a été en mesure de produire des nouveautés, elle n'a pas su se fédérer autour d'un projet socio-politique. Pour le moment, ses représentants autoproclamés sont discrédités et les autres peinent à émerger. Pas de projet fédérateur, pas de chef, elle est murée dans son silence. Mais, qui ne dit mot ne consent pas nécessairement.

BIBLIOGRAPHIE

- T. ACLIMANDOS, *Configuration idéologique des élites égyptiennes: Étude des mentalités et des pratiques*, in «Bulletin du CEDEJ», n. 23, 1^{er} semestre 1988.
- T. ACLIMANDOS, *Les frères musulmans, pour une critique des vœux pieux*, in «Politique africaine», décembre 2007.
- T. ACLIMANDOS, *Un règne d'un an*, <https://www.academia.edu/8372902/Un_regne_dun_an> (dernier accès le 10.11.2014).
- N. BROWN, *The Muslim Brotherhood*, site *Carnegie Endowment for International Peace*, 13 avril 2011, <http://carnegieendowment.org/files/0413_testimony_brown.pdf> (dernier accès le 05.11.2014).
- L'Égypte au présent, inventaire d'une société avant révolution*, V. Batestti, F. Ireton (dir.), Sindbad-Actes Sud, Paris-Arles 2012.
- F. FURET, *Penser la révolution française*, Gallimard, Paris 1985 (Folio Histoire, 3).
- F. FURET, *Le passé d'une illusion*, Le Livre de Poche, Paris 2003.
- L. GUIRGUIS, *Les coptes d'Égypte. Violences communautaires et transformations politiques*, Karthala, Paris 2012.
- Les islamistes au défi du pouvoir. Évolutions d'une idéologie*, S. Amghar (dir.), Michalon, Paris 2012.
- M. MALIA, *Comprendre la révolution russe*, Seuil, Paris 1980 (Points Histoire).
- J. MÉDEIROS, *Le mondial des nations*, Choiseul, Paris 2011.
- O. ROY, *Égypte, le champ religieux s'est démocratisé*, sur le site du journal *Le Monde*, 11.07.2013, <<http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/07/10/>

[en-egypte-le-champ-religieux-s-est-democratise_3445715_3232.html](#)>
(dernier accès le 10.11.2014).

P.-A. TAGUIEFF, *Les contre-réactionnaires*, Denoël, Paris 2008.